TRIBUNE - ASSOCIATIONS LYONNAISES

Stop au démantèlement de la solidarité : treize associations lyonnaises tirent la sonnette d'alarme

Lyon, le 5 octobre 2026. Dans quelques semaines, le Centre International d'Etudes pour le Développement (CIEDEL) sera contraint de fermer ses portes, conséquence directe de la baisse des financements de l'Aide Publique au Développement (APD). Créé il y a 35 ans, au sein de l'Université Catholique de Lyon, le CIEDEL a formé à Lyon plus de 1 500 professionnels dédiés au développement local et aux relations internationales, renforçant ainsi les compétences dans les pays des Suds.

Nos associations de solidarité internationale sont en péril

À l'exemple du CIEDEL, la coupe des financements est massive et a un impact important sur le tissu associatif international du territoire rhônalpin. Au cours des 18 derniers mois, ces coupes financières ont généré des **réductions de personnel d'une moyenne de 25 % chez les ONGs lyonnaises**. De postes non pourvus en emplois supprimés, cette vague silencieuse précède celle des plans sociaux et des licenciements économiques. Ainsi, en plus de leurs financements, les ONGs lyonnaises perdent portions de leur expertise et rayonnement au détriment d'autres territoires.

Sur le terrain, après plusieurs années en République Démocratique du Congo, **Agir ensemble pour les droits humains (AEDH)** a dû mettre fin à un programme de protection des défenseurs des droits humains (DDH) du fait de la suspension soudaine d'un financement. Des centaines de défenseurs des droits humains se sont alors trouvés sans protection et dans l'incapacité d'exercer leurs missions de défense des droits humains du fait de leur vulnérabilité accrue.

De même, **Handicap International (HI)** constate un effet domino des coupes budgétaires avec l'arrêt de ses services de réadaptation physique post-opératoire au Liban depuis janvier 2026. Ces coupes cumulées créent des lacunes d'accompagnement pour les personnes en situation de handicap (environ 10 % de la population), notamment les femmes et adolescentes, déjà confrontées à de multiples obstacles d'accès aux soins.

De son côté, **Entrepreneurs du Monde (EdM)** voit un de ses contrats de financement réduit de plus de 35 %. Résultat : 45 000 des 190 000 bénéficiaires prévus (-24 %) perdent l'accès au crédit, à l'épargne et à l'accompagnement nécessaires pour créer ou développer une activité génératrice de revenus. Ces coupes ont donc un double effet économique négatif : moins d'opportunités pour les entrepreneurs et moins d'emplois locaux.

Malgré les coupes, nos actions ont un impact, ici et ailleurs

L'Aide Publique au Développement (APD) n'est pas une dépense comme une autre. Ce qui se passe ailleurs a un impact ici ! **Les inégalités d'accès aux services essentiels** qui affectent de nombreuses populations dans le monde, les crises sanitaires, alimentaires, climatiques, sécuritaires ou d'atteinte aux droits fondamentaux, **ne s'arrêtent pas aux frontières**.

Et pourtant, l'APD ne représente que **0,7 % du budget de l'Etat** en 2026, soit 5,20 € par Français par mois. Un montant limité et cependant un poste budgétaire qui a été l'un des principaux contributeurs à l'effort de réduction du déficit public. Au cours des **trois dernières années**, le budget de l'aide publique au développement a été diminué de plus de **3,5 milliards d'euros**, soit **une baisse de 60 %.** Et dans le budget **2027**, le gouvernement prévoit encore **43 % de baisse** par rapport à 2026 !

Malgré ces coupes, les ONG lyonnaises continuent de répondre aux crises humanitaires, de soutenir les populations touchées par les catastrophes naturelles et de renforcer l'accès aux droits et aux services essentiels. Ainsi, au Népal, **Triangle Génération Humanitaire (TGH)** intervient depuis 2015 avec un projet de long terme

permettant aux agriculteurs de transitionner vers une agriculture biologique afin de limiter les impacts terribles des produits chimiques sur leur santé. Grâce à cette présence sur la durée et à ses partenariats locaux, TGH a pu immédiatement répondre au désastre causé par l'effondrement du glacier en août 2026 dont il est prouvé aujourd'hui que le réchauffement climatique en est facteur aggravant.

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), au Laos, à Madagascar ou au Sénégal, appuie les communautés paysannes dans l'expérimentation de mesures de biosécurité pouvant permettre de contrer l'émergence d'épidémies type COVID dans la mesure où 75 % des maladies infectieuses émergentes chez l'humain sont des maladies transmissibles de l'animal à l'humain.

Les associations de solidarité internationale sont également un levier d'ouverture et de cohésion sociale qui participe à enrichir le territoire lyonnais. Le **Service de Coopération au Développement (SCD)** a été par exemple pionnier en France dans l'accueil de volontaires internationaux en réciprocité. Depuis 2015, il a accompagné 146 jeunes de 26 nationalités différentes, au sein d'associations et de collectivités de la métropole lyonnaise. Par leur action, ces jeunes contribuent à sensibiliser les Lyonnais aux grands enjeux du développement durable, à déconstruire les idées reçues sur les migrations et à favoriser le dialogue interculturel.

Stop à l'acharnement budgétaire, stop aux coupes !

L'APD permet de réduire ces inégalités et de répondre à ces crises. Il s'agit d'un geste de solidarité humaine avec les peuples du monde autant qu'elle contribue aussi à renforcer notre sécurité collective, à stabiliser des territoires et à prévenir des crises dont nous subissons ou pourrions subir les conséquences sur nos propres territoires. L'affaiblir durablement revient à réduire **l'ambition internationale de la France** et à **nous mettre en danger** en limitant notre capacité à tenir nos engagements et assumer nos responsabilités sur la scène mondiale.

Pourtant, **des solutions existent**. Parmi elles, le **renforcement des taxes solidaires** sur **les billets d'avion** et les **transactions financières** permettrait de redonner des moyens à la solidarité internationale. Ces propositions sont déjà portées par de nombreux parlementaires et organisations de la société civile. Le Gouvernement doit désormais s'en saisir.

L'heure est à la réaction et à la mobilisation pour défendre l'aide au développement, Il faut enrayer la chute des financements, empêcher de nouvelles fermetures et préserver les associations qui, chaque jour, protègent des droits, répondent aux crises et maintiennent vivants les liens de solidarité entre notre territoire et le reste du monde.

Liste des signataires de la tribune

Les 13 ONG parties prenantes de cette tribune sont des acteurs qui contribuent, parmi tant d'autres, à la vitalité associative et au rayonnement international d'un territoire lyonnais dont l'histoire nous rappelle avec tant de vigueur l'importance de l'ouverture au monde, de la solidarité internationale, de la philanthropie et de la résistance :

- Agir Ensemble pour les Droits Humains (AEDH),
- Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF),
- Bioport,
- Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL),
- Communication sans Frontières,
- Entrepreneurs du Monde (EDM),
- Equipop,
- Forum réfugiés,
- Handicap International (HI),
- Institut Bioforce,
- Prison Insider,
- Service de Coopération au Développement (SCD),
- Triangle Génération Humanitaire (TGH).